



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **MARCHÉ DGER-2025-041**

### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

### **ÉVALUATION *IN ITINERE* DU PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL (PNDAR) 2022-2027**

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune question envoyée par mail aux services ou posée par téléphone ne sera traitée.

# **1 - Objet du marché**

Ce marché consiste en la réalisation d'une évaluation globale du programme national de développement agricole et rural (PNDAR) 2022-2027, qui sera dénommé dans la suite du document : « PNDAR 2022-2027 », et son outil financier, le compte d'affectation spéciale pour le développement agricole et rural (CASDAR). Les résultats seront destinés au Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA), à la Commission technique du Développement agricole et rural du Comité scientifique et d'orientation (CT DAR CSO), ainsi qu'aux opérateurs des programmes de développement agricole et rural.

Cette évaluation vise à reconstituer la logique d'action du programme, à analyser sa mise en œuvre et surtout à apprécier ses réalisations, résultats et impacts. Elle s'intéressera donc à la cohérence d'ensemble des différents dispositifs de financement (programmes, appels à projets nationaux et régionaux, projets commissionnés) et à la pertinence des actions présentées par les différents porteurs de programmes et projets par rapport aux orientations stratégiques du PNDAR, à leur efficacité et à leur efficience.

Il s'agira également de proposer des recommandations visant à alimenter les réflexions pour la prochaine programmation PNDAR prévue à partir de 2027.

# 2 - Éléments de contexte

## 2.1 Évaluation du PNDAR 2014-2021

Une évaluation externe du programme national de développement agricole et rural 2014-2020 a été conduite en 2016 afin d'envisager des évolutions et formuler des recommandations à destination de l'ensemble des acteurs pour la fin de programmation<sup>1</sup>. L'évaluation a également traité d'aspects complémentaires, en se centrant sur la cohérence de la programmation et son lien au projet national agro-écologique.

Suite à cette évaluation à mi-parcours, une équipe du CGAAER avait été missionnée pour proposer des évolutions du PNDAR pour la période 2018-2020. En synthèse de son analyse, la mission a proposé un plan d'action ordonné en fonction des nécessités d'articulation et des opportunités de calendrier. Celui-ci a comporté quatre recommandations à mettre en œuvre dès 2017, les deux premières étant nécessaires pour crédibiliser l'évolution préconisée : début de mise en place dès 2017 d'une gouvernance et d'un pilotage unifié pour le PNDAR dans son ensemble et ajustement à mi-parcours de la programmation pluriannuelle des structures bénéficiaires. Deux recommandations ont concerné ensuite des réflexions et expérimentations à opérer en 2018 et 2019, dont une spécifique à la mise en place d'indicateurs. Une dernière recommandation a concerné la préparation dès 2020 d'un PNDAR renouvelé, pour éviter que l'enclenchement de sa mise en œuvre début 2021 soit retardé par des incertitudes relatives aux objectifs et aux méthodes.

## 2.2 Définition et orientations du PNDAR

Le PNDAR permet d'orienter les actions des acteurs du développement agricole et rural vers des objectifs prioritaires pour l'agriculture française. Il s'appuie sur un instrument financier dédié, le Compte d'affectation spéciale développement agricole et rural (CASDAR).

Il est établi pour une durée de 5 ans par le ministère en charge de l'agriculture. Il s'articule avec les politiques européennes, nationales, régionales et les plans de filières élaborés par les interprofessions.

**Le PNDAR 2022-2027 vise à intensifier et massifier la transition agro-écologique en combinant la création de valeur économique et environnementale.** Il vise à soutenir la diffusion large et l'adoption massive des approches innovantes éprouvées par les agriculteurs. Il porte également une ambition renouvelée dans la conception d'innovations de rupture. Il mobilise l'ensemble des acteurs autour de thèmes et d'impacts visés ciblés, en prenant en compte les défis sociétaux majeurs.

### Objectifs principaux :

Le PNDAR a deux objectifs majeurs :

- contribuer à la souveraineté alimentaire ;
- contribuer à la résilience des exploitations agricoles aux aléas économiques, au changement climatique et aux risques sanitaires, notamment via la transition agro-écologique vers des systèmes sobres en intrants et résilients.

Ces objectifs sont mentionnés dans les textes suivants :

- Articles L. 820-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime (CRPM)
- Articles D. 821-1 et suivants du CRPM
- circulaire CAB/C2021-561 du 19/07/2021 : Orientations relatives à la préparation du programme national de développement agricole et rural 2022-2027

---

<sup>1</sup> Le lien pour accéder au rapport complet de cette évaluation du PNDAR 2014-2021 est disponible en annexe

Dans ce cadre, le programme a pour objectif de susciter des processus d'innovation interactive et de renforcer le continuum entre recherche, enseignement et développement, pour produire des connaissances et outils actionnables par les agriculteurs, en tenant compte des besoins des consommateurs et attentes des citoyens.

### Thèmes prioritaires du PNDAR 2022-2027 :

Les thèmes prioritaires sont des lignes directrices pour les différents dispositifs du PNDAR.

Deux thèmes prioritaires concernent la mobilisation en faveur de l'économie, de l'emploi et des territoires :

- **Créer des chaînes de valeur équitables** favorisant une relocalisation des productions agricoles et la compétitivité des filières et des entreprises ;
- **Répondre au défi du renouvellement des générations en agriculture en accompagnant l'installation et la transmission**, ainsi que l'amélioration de la qualité de vie au travail et les démarches de réflexion sur le sens des métiers en agriculture.

Deux autres thèmes prioritaires visent une meilleure contribution au bouclage des grands cycles biogéochimiques, dans une perspective d'autonomie vis-à-vis des ressources fossiles, et d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre :

- **Contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre** de l'agriculture, et développer les techniques permettant de stocker du carbone (et valorisation associée) ;
- Développer l'**autonomie protéique et azotée** de l'agriculture française et des territoires.

Trois thèmes prioritaires ont pour objectif d'améliorer la résilience de l'agriculture et des systèmes alimentaires face aux changements globaux et aux aléas biotiques, climatiques et économiques, dans une perspective de double performance économique et environnementale mobilisant les solutions fondées sur la nature, la gestion des régulations naturelles, la génétique, la robotique, etc. et réduisant l'utilisation d'intrants de synthèse :

- **Valoriser et préserver l'agrobiodiversité**, en diversifiant les productions à différentes échelles (du niveau intra-parcellaire au niveau paysager), en mobilisant la sélection génétique et en favorisant les complémentarités élevage-culture ;
- Accompagner l'**adaptation des systèmes de production animale et végétale face aux aléas et au changement climatique**, en s'appuyant notamment sur une gestion économe et efficiente de l'eau ;
- Renforcer la gestion intégrée de la santé animale et végétale, en développant la place des **mesures préventives ou alternatives à l'utilisation de produits phytosanitaires de synthèse ou d'antimicrobiens** (gestion de l'assolement, sélection génétique, biocontrôle, méthodes de biosécurité, gestion mécanique, etc.), en particulier pour anticiper et préparer des évolutions réglementaires telles que le non-renouvellement de l'approbation de substances actives au niveau européen, en synergie avec les actions des plans Ecophyto et Ecoantibio.

Enfin, deux derniers enjeux sont ciblés dans le PNDAR :

- Améliorer le **bien-être animal** et la poursuite des transitions pour rester acteur des marchés et générer de la valeur au sein des filières (enjeu sociétal particulièrement prégnant).
- **Mobiliser le levier du numérique** pour soutenir la conception, le pilotage, le déploiement et la valorisation de systèmes de production agricole innovants et performants (enjeu transversal).

Sur chaque thème prioritaire, une animation transversale est prévue pour permettre un bilan régulier des avancées obtenues par les différents dispositifs du PNDAR, le lancement étant progressif. L'ensemble des acteurs du développement agricole concernés par les sujets traités sera impliqué.

## **2.3 Les modalités de pilotage et de mise en œuvre du PNDAR :**

Les actions mises en œuvre sont financées grâce au moyen du CASDAR à travers deux programmes budgétaires : le programme 775 pour le volet « **développement et transfert en agriculture** » et le 776 pour le volet « **recherche appliquée et innovation en agriculture** ».

**Le programme 775, piloté par la DGPE** vise à orienter les structures chargées du conseil et de l'accompagnement des agriculteurs vers le développement, la diffusion et la mise en œuvre de systèmes de production innovants et triplement performants (performance économique, environnementale et sociale), en insistant particulièrement sur la mise en œuvre des principes agro-écologiques. Il mobilise principalement le réseau des chambres d'agriculture, les organismes nationaux à vocation agricole et rurale (ONVAR) et les organismes de sélection animale (OS). Il soutient l'émergence et l'animation de dynamiques collectives d'agriculteurs engagés dans la transition agro-écologique de leur exploitation.

**Le programme 776, piloté par la DGER** a pour objectif d'orienter les structures chargées de la recherche appliquée en agriculture vers la conception et la mise à disposition d'innovations finalisées nécessaires à la transition agro-écologique et à la conduite de projets répondant aux enjeux prioritaires définis dans le PNDAR. En particulier, il soutient les projets contribuant à la reconception des systèmes agricoles classiques et/ou permettant la substitution d'intrants fossiles et de synthèse par des solutions fondées sur les principes de l'agroécologie. Il mobilise principalement le réseau des instituts techniques agricoles (ITA), en encourageant les dynamiques inter-instituts, ainsi que l'ensemble des acteurs du continuum « recherche, enseignement et développement » dans le cadre de projets partenariaux.

Deux structures participent au pilotage du PNDAR : la **commission technique DAR-CSO** et le **copil PNDAR**.

- La commission technique spécialisée du "développement agricole et rural" du Conseil supérieur de coordination et d'orientation de l'économie agricole et agroalimentaire (CT DAR-CSO) est régulièrement consultée par le ministère sur les actions conduites en matière de recherche appliquée, d'expérimentation et de développement agricole et rural et financées par le CASDAR. La programmation annuelle du PNDAR ainsi que les résultats des évaluations sont présentés au CT DAR-CSO.
- Le copil PNDAR est une instance de pilotage des instruments et actions transversales du programme, constituée de membres du MASA, issus de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) d'une part, et de la Direction générale de la performance économique et environnementale (DGPE) d'autre part. Il associe également les administrations de gestion des appels à projets (AAP), tel FranceAgrimer, et les bureaux métiers concernés par le PNDAR. Il se réunit mensuellement. Il traite des questions administratives relatives à la mise en œuvre des différents instruments du PNDAR, de la gestion des ressources des deux programmes budgétaires 775 et 776, et de questions stratégiques comme la mise en place des évaluations, la mobilisation vers l'impact, la communication, etc.

### **2.3.1 Mise en œuvre des appels à projets**

Les différents appels à projets (AAP) conduits dans le cadre du PNDAR offrent des modalités d'accompagnements complémentaires, et adaptés selon la maturité des projets envisagés et des partenaires impliqués. Au cours de la programmation actuelle, les dispositifs suivants sont mis en œuvre :

- trois AAP nationaux ;
- un appel à manifestations d'intérêt (AMI) national ;

- des projets commissionnés au fil de l'eau sur des problématiques et avec des partenaires identifiés par le MASA et les filières professionnelles concernées ;
- trois appels à constituer et animer des partenariats entre organismes ou exploitations agricoles.

Les trois AAP se distinguent par les résultats et livrables qu'ils produiront nécessairement.

- **L'AAP « Connaissances »** vise la production de connaissances opérationnelles, d'outils et/ou de méthodes, en vue de leur application dans les systèmes agricoles. Les solutions expérimentées et produites par ces projets doivent répondre à des verrous d'ordre scientifique et technique identifiés parmi les thématiques prioritaires du PNDAR. Elles devront être finalisées, c'est à-dire qu'elles s'appuieront sur les connaissances acquises par la recherche fondamentale et devront être transférables et diffusables aux utilisateurs finaux.
- **L'AAP « Démultiplication »** cible la mise en place d'actions pour diffuser des connaissances et/ou des outils déjà éprouvés, y compris les innovations repérées sur le terrain, et démultiplier leur adoption par les agriculteurs.
- **L'AAP « Co-Innovations »** concerne la production d'innovations, dans les champs technique, organisationnel, économique et/ou social et la diffusion simultanée rapide dans le temps du projet. Cet AAP stimulera ainsi les démarches de co-évaluation *in itinere* de la solution innovante par les partenaires, par exemple par le test de prototype par les utilisateurs finaux en conditions réelles.

**L'AMI « Transitions et Souveraineté »<sup>2</sup>** a été lancé en 2024 conformément à la l'instruction technique du 30 mai 2024, pour faire émerger des solutions collectives innovantes pour accompagner la transition des systèmes agricoles et renforcer la souveraineté alimentaire.

En continuité de la précédente programmation, le PNDAR poursuit le soutien à des partenariats et à leur animation, à travers :

- **Les Réseaux Mixtes Technologique (RMT)** qui permettent de soutenir des partenariats, par la mise en commun des compétences des instituts techniques agréés, chambres d'agriculture, ONVAR, organismes de recherche et d'enseignement supérieur et des lycées agricoles. Ces partenariats pluriannuels produisent, pour les thématiques prioritaires du PNDAR, des synthèses des connaissances scientifiques et techniques disponibles pour permettre un bilan régulier des avancées obtenues, des outils de transfert et de formation et font émerger des projets sur la thématique.
- **Les appels régionaux annuels à candidature pour la constitution et l'émergence de groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE)** qui visent, par un soutien à l'animation, à obtenir la modification ou la consolidation des pratiques agro-écologiques du collectif d'agriculteurs concerné, poursuivant à la fois des objectifs économiques, environnementaux et sociaux. Ils ont également pour objet la diffusion et la capitalisation des résultats et expériences des GIEE constitués vers un public plus large d'agriculteurs.

De façon générale, les objectifs des AAP sont définis en interne à l'administration et présentés à la CT CSO DAR avant le lancement de l'AAP. La désignation des lauréats est faite par le ministre (ou par FranceAgriMer (FAM) pour ses programmes) sur proposition d'un jury d'experts *ad hoc* et désignés *intuitu personæ*. Une liste complémentaire est également proposée. Le conventionnement, le suivi jusqu'à leur terme et le contrôle des projets sont ensuite réalisés par les directions concernées de l'administration ou de FAM.

---

<sup>2</sup> Avant l'existence de l'AMI « Transitions et Souveraineté », des projets ou programmes commissionnés permettaient de répondre à ces besoins ciblés et anticiper les changements de pratiques nécessaires à la mise en œuvre d'une modification réglementaire ou d'une politique publique.



### 2.3.2 Mise en œuvre des programmes pluri-annuels des chambres, des ONVAR, des ITA:

Le développement agricole et rural est porté par des organismes divers dans leurs statuts (*art L820-1 à 3 du CRPM*). **Les programmes pluri-annuels** permettent d'accompagner durablement les transitions et l'évolution des pratiques. Ils assurent un rôle central dans la détection des innovations de terrain, la capitalisation de connaissances, ainsi que la mobilisation massive des savoirs issus des travaux de recherche. L'ensemble de ces programmes est structuré en actions élémentaires (AE), définies à l'initiative du porteur, et déclinées en tâches pour lesquelles est effectué un suivi annuel.

Les programmes pluri-annuels sont définis et validés pour l'ensemble de la durée du PNDAR avec un démarrage en 2022.

Selon les réseaux, il existe certaines spécificités des programmes :

- Pour les instituts techniques agricoles, la qualification reconnaît la capacité de l'organisme à assurer la gestion des compétences et la qualité des processus. Cette qualification est la condition requise pour porter un programme pluri-annuel.
- Pour les chambres d'agriculture, le code rural et de la pêche maritime prévoit que les chambres régionales et leur assemblée permanente élaborent chacun à leur niveau un programme pluriannuel de développement agricole et rural. Ces programmes seront articulés avec le Contrat d'Objectifs et de Performance des chambres et le chapitre qui est consacré au CASDAR. Ces programmes sont organisés autour d'un tronc commun d'AE, définies pour l'ensemble du réseau des chambres régionales, et d'AE plus spécifiques à chaque territoire. Il existe également un dispositif « concurrentiel », interne au réseau des chambres, et visant à accompagner des projets inter-régionaux (AAP « REFLEX »)
- Pour les ONVAR, étant donné leur caractère spécifique dans le paysage du développement agricole (thématiques de recherche et développement repérées et travaillées à partir de signaux faibles, massification par les collectifs), un appel à proposition de programmes permet de désigner les organismes compétents soutenus dans le cadre de cette nouvelle programmation. Ces organismes sont sélectionnés sur leur plus-value parmi les acteurs nationaux du développement agricole et rural, en s'appuyant par exemple sur le retour d'expérience de la programmation actuelle, et leur capacité à s'inscrire dans l'un ou plusieurs des 9 thèmes prioritaires du PNDAR.

Une animation inter-ONVAR est également accompagnée dans le cadre du PNDAR.

- Pour les organismes de sélection animale (OS), chargés de la définition et de la conduite des programmes de sélection des animaux d'élevage, un appel à proposition de programme pluriannuel par race a été lancé au début de la programmation. Seuls les organismes de sélection agréés par le Ministère chargé de l'agriculture conformément aux dispositions du règlement zootechnique de l'Union européenne et du code rural et de la pêche maritime pourront répondre à cet appel à proposition. Pour terminer, des **programmes inter-instituts** sont également conçus. Ces programmes sont raisonnés et conduits de façon transversale, en inter-organismes à chaque fois que cela est pertinent et en évitant les redondances entre les actions. De tels programmes inter-organismes peuvent être par exemple proposés en inter-filières pour une approche systémique pertinente ou pour aborder un levier commun, ou au sein d'un réseau pour conduire des actions mutualisées (tel que le programme REFLEX du réseau des Chambres d'agriculture).

## **2.4 Enjeux de l'évaluation et évaluations et études en cours de programmation**

L'article L. 820-1 du CRPM dispose que la politique du développement agricole est régulièrement évaluée. L'enjeu de cette évaluation est de constater si la politique publique de développement agricole telle que définie dans le PNDAR est utile, efficace et bien gérée.

En matière d'évaluation, dans le cadre de la programmation actuelle, le ministère a commandité plusieurs évaluations de programmes et de dispositifs (PPDAR, AAP...). Ces différentes démarches portaient sur des modalités opérationnelles et visaient à consolider les processus.

Par ailleurs, la DGPE a commandité une série d'études d'impact basées sur une adaptation de la méthode ASIRPA (Analyse des impacts sociétaux de la recherche) sur des thématiques spécifiques au sein du PNDAR. ASIRPA est une approche d'évaluation des impacts socio-économiques de la recherche à l'échelle d'une institution de recherche. La démarche repose sur la réalisation d'études de cas selon des modalités standardisées, et l'utilisation de 3 outils analytiques : une chronologie, un chemin d'impact, et un vecteur d'impacts. Une partie des résultats est d'ores et déjà mobilisable, en tant que de besoin, dans le cadre de cette évaluation.

Enfin, les conclusions d'une évaluation à mi-parcours des programmes pluriannuels seront disponibles courant 2025.

Il apparaît donc nécessaire d'évaluer l'ensemble du dispositif du PNDAR 2022-2027. Les différentes évaluations et études citées ci-dessus pourront contribuer à cette réflexion.



# 3 - Objectifs, attendus et méthodes de l'étude

## 3.1 Objectifs

L'évaluation portera sur la période 2022-2024 du PNDAR en cours, soit la première moitié de la programmation afin de fournir des résultats en 2026.

Il s'agit, à travers l'évaluation de l'existant, de s'interroger **sur les objectifs stratégiques du PNDAR, sa gouvernance, l'utilisation des moyens publics (humains et financiers), les premiers résultats et impacts.**

Les enseignements de l'évaluation devront ensuite alimenter la réflexion sur la prochaine programmation 2028-2034 du PNDAR, qui démarreront dès 2026.

Elle concernera l'ensemble des acteurs et la totalité des dispositifs (AAP, Programmes pluriannuels, projets commissionnés, dispositifs partenariat) mis en œuvre sur la période considérée et s'intéressera à toutes les activités conduites avec des financements CASDAR par les contractants et co-contractants des conventions.

Les questionnements prioritaires de l'évaluation portent sur la **pertinence** du PNDAR, la **cohérence interne** globale du plan, sur ses modalités de mise en œuvre et sur la capacité des projets et programmes conventionnés – de par leurs actions en cours ou prévues – à répondre aux objectifs du PNDAR.

Ils portent également sur la **cohérence externe**, ce qui conduira l'évaluateur à intégrer dans ses constats, les politiques publiques européennes, nationales ou régionales, autres que le PNDAR, qui interviennent sur la recherche-développement-innovation agricole.

Enfin, elle portera sur **l'efficacité et l'efficience** du plan, sur ce que les différents projets et programmes financés par le PNDAR peuvent générer comme résultats et impacts et l'ampleur de ceux-ci au regard des moyens humains et budgétaires mobilisés.

L'évaluation aboutira à des recommandations d'ajustement de l'architecture et des modalités de mise en œuvre du PNDAR à destination du MASA.

Ainsi, le résultat prioritairement attendu de l'évaluation est une description précise des mécanismes qui, dans la conception et la mise en œuvre du PNDAR, facilitent ou limitent l'atteinte des objectifs prioritaires du ministère pour le développement agricole et rural.

À l'issue de cette évaluation, le commanditaire devra être en mesure de choisir, en cohérence avec la loi d'orientation et d'avenir agricoles, les modalités de reconduction d'une prochaine programmation du PNDAR en précisant ses objectifs, son organisation et les moyens qui y seront alloués.

## 3.2 Périmètre

Les bénéficiaires du PNDAR concernés sont :

- des organismes de recherche et d'enseignement supérieur ;
- des instituts et centres techniques liés aux filières, et leurs structures nationales de coordination ;
- des entreprises fournissant des services à l'agriculture et aux filières agricoles et agro-alimentaires ;

- des chambres d'agriculture ;
- des groupements professionnels à caractère technique, économique et social, notamment les organismes nationaux à vocation agricole et rurale (ONVAR) et les organismes regroupant des entités dont l'objet légal ou réglementaire s'inscrit dans les missions du développement agricole (Art. L.820-2 du code rural et de la pêche maritime) ;
- des établissements d'enseignement agricole ;
- les instituts techniques agricoles ;
- les organismes de sélection (OS) de génétique animale.

### **3.3 Contenu et démarche**

- ***L'évaluation sera conduite en trois phases :***

#### **➤ Analyse de la logique d'action et préparation de la phase d'évaluation (phase 1)**

Cette phase permettra à l'évaluateur de collecter et d'analyser l'ensemble des documents (textes, évaluations antérieures, audits, archives, notes internes, éventuellement études et recherches déjà publiées sur le sujet, rapports annuels, études d'impact, etc.) et les données disponibles concernant le PNDAR 2022-2027. En complément, des entretiens seront réalisés auprès d'acteurs clés du PNDAR. L'objectif de cette phase sera de définir les critères d'évaluation et indicateurs à utiliser, et de préciser (si nécessaire) les questions évaluatives.

À l'issue de cette première phase, le prestataire rédigera un premier rapport intermédiaire. Celui-ci présentera notamment le contexte de mise en œuvre du PNDAR, la logique d'action telle que reconstituée à l'issue des entretiens et analyses de documents, ainsi que les critères de jugement retenus pour répondre aux questions évaluatives et les indicateurs associés. Lorsque cela sera opportun, le rapport apportera les premiers éléments de réponse aux questions évaluatives, formulera des premières hypothèses qui pourront être testées par la suite et identifiera les points à creuser lors des phases suivantes. Ce rapport sera présenté lors du deuxième comité de pilotage.

#### **➤ Phase d'évaluation et d'interprétation (phase 2)**

Cette deuxième phase visera à répondre de façon argumentée et objectivée aux questions évaluatives, en renseignant les indicateurs préalablement identifiés. Il est attendu des candidats qu'ils précisent et justifient dans leur offre les méthodes qu'ils comptent employer lors de cette phase : revue de littérature, analyse de données, questionnaires, entretiens, analyse documentaire, etc. Cette phase d'investigation devra entre autres prévoir des entretiens auprès des bénéficiaires du PNDAR, notamment des porteurs de projets et des porteurs de programmes pluriannuels depuis 2022. Les membres de la CT DAR CSO devront également être interrogés par rapport aux indicateurs identifiés dans la première phase.

À l'issue de cette phase, un troisième comité de pilotage sera organisé au cours duquel seront discutés les résultats issus des entretiens et des autres investigations. Le prestataire présentera à cette occasion ses premières analyses sous la forme d'un deuxième rapport intermédiaire.

#### **➤ Phase de synthèse (phase 3)**

Dans cette troisième phase, le prestataire synthétisera son jugement en réponse aux questions évaluatives, en s'appuyant sur les constats et conclusions tirées des phases précédentes. Sur la base de ces conclusions, le prestataire formulera un certain nombre de recommandations à l'attention du MASA et des acteurs du PNDAR. Celles-ci pourront porter sur les dispositifs déployés, leur mise en œuvre, leur suivi, etc. Elles alimenteront la réflexion concernant la prochaine programmation du PNDAR.

Les résultats de l'évaluation et les préconisations seront présentés lors de la 4<sup>ème</sup> réunion du comité de pilotage. Le rapport final provisoire reprendra l'ensemble de la démarche conduite y compris les recommandations.

Par ailleurs, les résultats de l'évaluation pourront faire l'objet d'une présentation publique, à la demande du MASA, dans une configuration qui sera déterminée à l'issue de la phase 2.

La liste des questions évaluatives est en annexe.

- **Critères de jugement et questions évaluatives**

L'étude devra couvrir les critères habituels d'une évaluation de politiques publiques, à savoir :

- **La pertinence** : dans quelle mesure les objectifs, moyens, ressources, etc. des dispositifs évalués correspondent-ils aux attentes et besoins des bénéficiaires et aux priorités politiques du MASA ?
- **La cohérence** : les /dispositifs sont-elles/ils complémentaires entre elles/eux (cohérence interne) et avec d'autres dispositifs (cohérence externe) ?
- **L'efficacité** : les mesures évaluées produisent-elles (ou sont-elles en train de produire) les résultats et impacts attendus ?
- **L'efficience** : les effets produits sont-ils bien proportionnés aux ressources mobilisées (financières, humaines, réglementaires, administratives, etc.) ?

### **3.4 Questions évaluatives**

- **Pertinence :**

QE 01 - Les 9 priorités du PNDAR 2022-2027 sont-elles pertinentes au regard des objectifs que le ministère s'est fixés pour intensifier et massifier la transition agroécologique du monde agricole en combinant la création de valeur économique, sociale et environnementale ? Sont-elles toujours pertinentes au regard des évolutions des enjeux et des contraintes de l'agriculture ?

QE 02 - Les modalités de pilotage mises en œuvre pour le PNDAR 2022-2027 (comme les animations transversales) permettent-elles de prendre en compte les attentes des agriculteurs, des autres acteurs des territoires, des attentes sociétales ?

QE 03 - Le PNDAR permet-il d'identifier des évolutions à envisager au niveau des politiques publiques pour faciliter l'émergence ou la massification de solutions ?

- **Cohérence et mise en œuvre**

QE 04 - La diversité des dispositifs du PNDAR (programmes, AAP, ...) forme-t-elle un ensemble cohérent (pas de redondance, a contrario pas de champ non couvert, pas de contradiction) (cohérence interne) ?

QE 05 - Le pilotage des dispositifs du PNDAR par le MASA permet-il d'assurer une cohérence entre les actions conduites ?

QE 06 - La gouvernance en région de dispositifs d'appui au développement agricole facilite-t-elle la mise en cohérence (interne et externe) locale des différentes actions financées par le CASDAR ? Si oui comment ?

QE 07 - Le PNDAR s'articule-t-il avec les politiques nationales interministérielles relatives à l'innovation et celles relatives aux transitions, et en particulier avec la loi d'orientation et d'avenir agricoles, Plan France 2030, Planification écologique ? Si oui, comment ? S'articule-t-il avec les politiques régionales et locales des Conseils régionaux par exemple ? Si oui, comment ? (Cohérence externe)

QE 08 - Les effets du PNDAR sont-ils cohérents avec les objectifs de la nouvelle PAC ?

QE 09 - La mise en place des PPR est-elle en mesure de renforcer la cohérence externe avec les programmes de développement soutenus par les Régions ?

### **Programmes Pluri-annuels :**

QE 10 - Les modalités d'élaboration des programmes des différents réseaux permettent-elles une bonne articulation avec les nouvelles orientations du PNDAR et les contrats d'objectifs des têtes de réseaux (lorsqu'ils existent) ?

QE 11 - Les modalités d'élaboration des programmes de Chambre d'Agriculture France et des chambres d'agriculture permettent-elles une bonne articulation avec les nouvelles orientations du PNDAR et les contrats d'objectifs de l'ACTA ?

QE 12 - Comment les ONVAR procèdent-ils pour élaborer et piloter la mise en œuvre de programmes pertinents ? Quelles articulations sont faites pour intégrer les nouvelles orientations du PNDAR ? Comment sont mises en œuvre les thématiques transversales communes des programmes des ONVAR ?

QE 13 : Les programmes annuels de Chambre d'Agriculture France et des chambres d'agriculture mettent en œuvre des actions élémentaires qui sont, par construction, communes aux différents programmes : Entreprise agricole, changement climatique, économie d'intrants, alimentation durable, innovation-recherche et développement. En outre, les ONVAR interviennent sur des thématiques, en partie, partagées par un grand nombre d'ONVAR. Ces actions mises en œuvre par chacune des structures permettent-elles de répondre aux objectifs du PNDAR de façon satisfaisante ? Sont-elles sources de synergies et permettent-elles de maximiser les impacts ?

Cette question 13 sera analysée de manière approfondie sous forme d'un **module spécifique** dans le rapport final (cf. page 13 du présent document, article 3.5).

QE 14 - La méthode de suivi du PNDAR par le MASA repose pour partie sur le pourcentage d'affectation par les porteurs de programmes des actions élémentaires aux orientations stratégiques et aux thématiques prioritaires. Cette méthode est-elle satisfaisante ?

QE 15 - Le mode « projet » retenu pour la conception des AE des programmes annuels pour la programmation 2022-2027 permet-il d'atteindre les objectifs du PNDAR ?

QE 16 - La simplification administrative, reposant sur une réelle programmation pluriannuelle et un allègement des prévisionnels et des comptes rendus intermédiaires annuels, est-elle satisfaisante, du point de vue de l'État, du point de vue des porteurs de programmes ?

### **• Efficacité :**

QE 17 - Les modalités de pilotage au niveau national et au niveau des services déconcentrés de l'État mises en œuvre pour le PNDAR 2022-2027 (dispositif de validation des programmes, méthode de sélection des AAP, indicateurs) sont-elles efficaces ? Permettent-elles de bien répondre à l'exigence de production de résultats et d'innovations diffusables et utilisables par les agriculteurs, dans un objectif d'agriculture multi performante ?

- La gouvernance nationale permet-elle d'assurer dans de bonnes conditions le lien avec les dynamiques régionales ?
- Quels sont les freins/points de blocage rencontrés dans la mise en œuvre du programme ?

QE 18 - Les programmes pluriannuels des structures ont-ils permis de s'emparer de façon efficace des neuf thématiques prioritaires du PNDAR ?

QE 19 - Le PNDAR permet-il de stimuler une diversité d'approches et de voies d'innovation, en particulier les démarches ascendantes des agriculteurs ?

QE 20 : Dans quelles mesures le PNDAR et ses dispositifs, contribuent-t-ils au projet de transition agro-écologique français ?

QE 21 – Les différents dispositifs favorisant le décloisonnement des acteurs du DAR (RMT, actions thématiques transversales, projets pilotes régionaux et l'appui aux démarches collectives) favorisent-ils une plus grande efficacité du PNDAR ?

La mise en place des actions thématiques transversales, des projets pilotes régionaux et l'appui aux démarches collectives favorisent-elles, grâce au décloisonnement (de quoi ?), une plus grande efficacité du PNDAR ?

QE 22 - Le PNDAR permet-il de produire des connaissances et des outils actionnables par les agriculteurs, de concevoir des solutions innovantes ?

QE 23 - Le PNDAR permet-il de favoriser le renforcement des compétences au sein des organismes de développement agricole ?

- **Efficiences :**

QE 24 - Les outils développés par le PNDAR pour favoriser la capitalisation et la valorisation des productions financées par le CASDAR permettent-ils de faciliter l'accès des utilisateurs finaux aux connaissances développées par le PNDAR ?

QE 25 - Le PNDAR a-t-il un effet accélérateur de financements (France 2030, Planification écologique, subventions collectivités locales, ADEME, Agences de l'Eau, ONEMA, ANR ...) ? Ces autres financeurs d'actions de développement agricole ont-ils une vision claire de l'organisation et des orientations du PNDAR ainsi que des conditions qui facilitent l'articulation entre leur intervention et celle du CASDAR ?

### **3.5 Module spécifique :**

Compte-tenu des spécificités des programmes pluriannuels des programmes de chambres d'agriculture et des ONVAR, l'évaluation intégrera :

- Une analyse de la mise en œuvre, sur la période 2022-2024 des actions élémentaires (AE) communes figurant dans les programmes régionaux des chambres d'agriculture. L'échantillonnage permettra de couvrir l'ensemble de ces AE communes, ainsi que l'ensemble des chambres régionales. En revanche, ces dernières ne seront évaluées que sur certaines AE communes.
- Une analyse de la mise en œuvre des actions pouvant être rattachées à deux thématiques transversales communes aux activités conduites par les ONVAR, dans le cadre de leurs programmes annuels, sur la période 2022-2024 : la transition agroécologique et le renouvellement des générations.

**Ces analyses feront l'objet d'une rédaction spécifique dans le rapport final.**

# **4 - Pilotage et cadrage des prestations**

## **4.1. Pilotage et référents**

L'étude est commandée par la DGER (suivie par la sous-direction recherche, innovation et coopérations internationales), qui est l'acheteur, et appuyée par la DGPE (suivie par la sous-direction performance environnementale et valorisation des territoires). La DGER indiquera au titulaire, dès la notification du marché, un référent. De son côté, le titulaire devra confirmer l'identité du responsable de l'étude en charge de la coordination du marché (exécution des prestations et facturation).

L'étude se déroulera pendant une durée de 12 mois et permettra d'observer les effets des trois premières années du programme.

Un comité de pilotage sera constitué pour diriger et suivre le travail mené par le prestataire. Il sera composé de la DGER, de la DGPE, et du Centre d'études et de prospective du ministère en charge de l'agriculture, ainsi que tout autre organisme public, administration, experts français ou étranger, association, personne morale, etc. que la DGER et la DGPE jugeront utile d'y associer. Il pourra être présidé par une personnalité externe reconnue. La composition du comité est de la responsabilité de la DGER et de la DGPE. Le titulaire du marché assurera l'organisation logistique et l'animation. Ce comité de pilotage valide tous les livrables (cf. 4.3 du présent CCTP).

Des comités de suivi entre le MASA/service prescripteur technique et le prestataire seront organisés en tant que de besoin, par téléphone ou visioconférence.

Le prestataire devra prévoir, en amont de chaque comité de pilotage, un temps de préparation avec les responsables du MASA/service prescripteur technique. Les éléments et les choix à soumettre au comité de pilotage y seront notamment discutés. Les documents devant être présentés au comité de pilotage seront transmis par courriel aux représentants du MASA/service prescripteur technique au moins une semaine à l'avance.

À l'issue de chaque réunion du comité de pilotage, le prestataire rédigera un compte rendu de réunion qui sera soumis à la validation de l'ensemble des participants au plus tard une semaine après la tenue de la réunion.

Les décisions prises lors du comité de pilotage engageant la suite des prestations, les échanges entre le titulaire et les différentes parties, pour valider définitivement la retranscription, ne devront pas excéder deux semaines par rapport à la date de tenue de la réunion.

## **4.2 Planification et suivi de l'étude**

La planification des prestations est établie en cohérence avec la durée de l'étude, fixée à 12 mois à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

L'étude pourra donner lieu à une restitution publique. L'organisation de la journée de restitution sera à la charge du commanditaire, le prestataire étant sollicité par le commanditaire pour y participer.

Les travaux du prestataire seront rythmés par 4 réunions du comité de pilotage qui se tiendront à Paris (en présentiel ou en visioconférence), afin d'assurer une information régulière des commanditaires de l'étude et d'acter les orientations clés de l'étude.



- **Comité de pilotage n°1 (lancement de l'étude)** : discussion et validation par le comité de pilotage de la démarche et des méthodes proposées pour les phases 1 et 2 de l'étude.
- **Comité de pilotage n°2 (comité n°1 + 3 mois environ)** : à l'issue de la première phase, le prestataire produira un premier rapport intermédiaire présentant le contexte national de l'évaluation, ainsi que les indicateurs et données retenus pour répondre aux questions évaluatives. Ce deuxième comité de pilotage permettra aussi, si nécessaire, la discussion et la validation de la démarche et des méthodes proposées pour la suite de l'étude.
- **Comité de pilotage n°3 (comité n°1 + 8 mois environ)** : à l'issue de la phase d'investigations, le prestataire produira un second rapport intermédiaire présentant les résultats de son travail d'évaluation.
- **Comité de pilotage n°4 (comité n°1 + 10 mois environ)** : présentation d'un rapport d'évaluation final provisoire et discussion des recommandations.

#### **4.3 Nature des livrables et valorisation de l'étude**

L'étude donnera lieu à la production des livrables suivants :

- **un rapport intermédiaire** à l'issue de la phase 1 (analyse documentaire, entretiens de cadrage et d'analyse du cadre, logique d'acteurs, questions évaluatives et critères de jugement, méthodes d'investigation, etc.). Il sera livré sous format numérique (formats « docx » et « pdf ») ;
- **un rapport final provisoire** (10 mois après le début de l'étude) puis définitif (11 mois), fourni aux formats « docx » et « pdf ». Ce rapport final consistera en la consolidation des éléments présentés dans les rapports intermédiaires, la rédaction du module spécifique « Chambres & ONVAR » et inclura les recommandations formulées à la phase 3. Il comportera, au début, une synthèse en deux à trois pages, à l'intention des décideurs, résumant les principaux enseignements de l'étude et leurs implications pour les politiques publiques.
- **les comptes rendus des réunions** du comité de pilotage, fournis aux formats « docx » et « pdf » dont la rédaction reviendra au prestataire ;
- **les diaporamas** des séances du comité de pilotage (format « .pptx » et « .pdf ») ;
- **un diaporama** (format « .pptx » et « .pdf ») présentant les résultats finaux de l'étude ;
- **une note de synthèse de l'étude** en 23 000 signes maximum (espaces compris, hors illustrations), en français et sous format numérique (« docx » et « pdf »), mettant en valeur les points saillants de l'étude.
- **un résumé du rapport final** en 85 000 signes (illustrations et annexes comprises), en français et sous format numérique (« docx » et « pdf »), condensant et résumant l'étude, mettant l'accent sur ses apports méthodologiques.
- **un ensemble d'infographies** présentant la synthèse des résultats.

Le temps nécessaire à la rédaction de ces derniers livrables devra être clairement identifié dans les propositions soumises par les candidats. Ce temps devra être préservé au moment de la réalisation effective de l'étude.

Ces derniers livrables sont attendus au plus tard 12 mois à compter de la date de la 1<sup>ère</sup> réunion du COFIL.

Sur la page de couverture de l'ensemble de ces livrables devront figurer les éléments suivants, sauf indication contraire de l'acheteur : « Évaluation commandée par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA), financée par le programme 776 du MASA. Ce document



n'engage que ses auteurs et ne constitue pas nécessairement le point de vue du MASA. Marché n° DGER-2025-041 ».

# 5 - Obligations du titulaire

## **5.1 Participation aux différentes réunions :**

Le titulaire du marché est tenu d'assister à toutes les rencontres prévues : réunions en face à face ou par visio-conférence, entretiens, déplacements et visites sur sites, journée de restitution publique (le cas échéant).

Toute absence injustifiée ou répétée occasionne l'application de pénalités prévues au CCAP.

## **5.2 Remise des livrables :**

Le titulaire du marché est tenu de produire des livrables, listés à l'article 4 du présent CCTP.

Le CCAP précise les pénalités applicables, Par ailleurs, le paiement des prestations est conditionné à la remise et la validation des livrables prévus.

## **5.3 Confidentialité :**

Conformément à l'article 8.3.3. du CCAP du présent marché, le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, qui, soit avant réception de la commande, soit au cours de son exécution, ont reçu communication de renseignements, documents, éléments ou objets quelconques dont la personne publique a expressément indiqué la nature confidentielle, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication, qui ne peut, sauf autorisation, être divulguée à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle peut recevoir du titulaire.

Le titulaire s'engage également à respecter les règles du secret statistique telles que définies par la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée, sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique.

## **5.4 Propriété de l'étude :**

Le régime de propriété de l'étude est précisé à l'article 10 du CCAP.

## Annexe : Bibliographie

Types de documents	Titres des documents	Localisation
<b>Documents de cadrage</b>	CIRCULAIRE CAB/C2021-561 DU 19/07/2021 Orientations relatives à la préparation du programme national de développement agricole et rural 2022-2027, financé par le compte d'affectation spéciale « développement agricole et rural » (CASDAR).	<a href="https://info.agriculture.gouv.fr/boagri/instruction-2021-561">https://info.agriculture.gouv.fr/boagri/instruction-2021-561</a>
	Instruction technique DGER/SDRICI/DGPE/SDPE/2021-604 du 04/08/2021	
	Feuille de route des AAP  Cahiers des charges des AAP (Décisions FAM 2024) - Connaissances : INTV-SIIF-2024-64 Co-innovation : INTV-SIIF-2024-65 Démultiplication : INTV-SIIF-2024-66	<a href="https://info.agriculture.gouv.fr/boagri/instruction-2021-722">https://info.agriculture.gouv.fr/boagri/instruction-2021-722</a>  <a href="https://agriculture.gouv.fr/candidatez-aux-appels-projets-du-pndar">https://agriculture.gouv.fr/candidatez-aux-appels-projets-du-pndar</a>
	Documents de de cadrage AMI "TS"	<a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/ami-transitions-et-souverainete">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/ami-transitions-et-souverainete</a>
Textes de référence juridiques et administratifs	CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME (livre VIII, titre II notamment l'article R 822-1) et arrêté ministériel du 19 octobre 2006 modifié, relatif à l'élaboration et à l'évaluation et à l'évaluation du programme national de développement agricole et rural.	
<b>Suivi des instruments</b>	Rapports financiers PNDAR	<a href="https://agriculture.gouv.fr/les-rapports-financiers-du-pndar">https://agriculture.gouv.fr/les-rapports-financiers-du-pndar</a>
	Travaux sur l'impact	Études de cas (exemple) : <a href="https://rd-agri.fr/detail/DOCUMENT/10a7295b-5d74-4d02-922c-cd20f1146829">https://rd-agri.fr/detail/DOCUMENT/10a7295b-5d74-4d02-922c-cd20f1146829</a>
	Exemples de livrables	R&Dagri : <a href="https://rd-agri.fr/">https://rd-agri.fr/</a>
<b>Documents d'évaluation</b>	Évaluation 2017 : Rapport d'évaluation à mi-parcours du PNDAR -février 2017-Tercia-Acteon	Rapport d'évaluation à mi-parcours du programme national de développement agricole et rural 2014-2020 – <i>Février 2017 – Tercia Consultants ; ACTeon environnement</i>

	Rapport CGAAER Rapport n° 17040 "Proposition d'évolution du PNDAR pour la période 2018-2020 suite à son évaluation à mi-parcours"	<a href="https://agriculture.gouv.fr/proposition-devolution-du-pndar-pour-la-periode-2018-2020">https://agriculture.gouv.fr/proposition-devolution-du-pndar-pour-la-periode-2018-2020</a>
	Guide méthodologique de l'évaluation accompagnée dans les Chambres d'Agriculture - Septembre 2011	<a href="https://agriculture.gouv.fr/evaluation-du-pndar">https://agriculture.gouv.fr/evaluation-du-pndar</a>
	Guide méthodologique pour la définition des indicateurs de réalisations et de résultats des programmes de développement agricole et rural financés par le CASDAR - Juin 2016	<a href="https://agriculture.gouv.fr/evaluation-du-pndar">https://agriculture.gouv.fr/evaluation-du-pndar</a>
	Audit interne de la mise en œuvre des appels à projets du PNDAR, processus délégué à FranceAgriMer par la DGER	<a href="https://agriculture.gouv.fr/audit-interne-de-la-mise-en-oeuvre-des-appels-projets-du-pndar-processus-delegue-franceagrimer-par">https://agriculture.gouv.fr/audit-interne-de-la-mise-en-oeuvre-des-appels-projets-du-pndar-processus-delegue-franceagrimer-par</a>
<b>Contrats d'objectifs</b>	CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE PERFORMANCE ENTRE L'ÉTAT ET LE RÉSEAU DES CHAMBRES D'AGRICULTURE 2021-2025	
<b>Gouvernance /divers</b>	Qualification des ITA/ACTA	Arrêté du 8 février 2022 relatif au cahier des charges de la qualification d'institut technique agricole ou agro -industriel ou de structure nationale de coordination Arrêté du 22 décembre 2022 relatif à la qualification d'instituts techniques agricoles et à la qualification d'instituts techniques agro-industriels
	Rapport annuel de performances 2023 du développement agricole et rural - Ministère des finances	<a href="https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2023/projet-de-loi-de-reglement/comptes-daffectation-speciale/developpement-agricole-et-rural">https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2023/projet-de-loi-de-reglement/comptes-daffectation-speciale/developpement-agricole-et-rural</a>
<b>Sites d'intérêt</b>	ECOPHYTO PIC	<a href="https://ecophytopic.fr/">https://ecophytopic.fr/</a>
	R&D Agri	<a href="https://rd-agri.fr/">https://rd-agri.fr/</a>
	GECO	<a href="https://geco.ecophytopic.fr/">https://geco.ecophytopic.fr/</a>